

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement
et des Espaces Naturels

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du - 2 NOV. 1998

portant autorisation d'exploiter un atelier pilote de fabrication d'un matériau composite et modifiant les prescriptions d'autosurveillance des installations à la société ACHESON à 67150 ERSTEIN

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993 réglementant les installations,
- VU la demande du 26 juin 1998 et notamment les plans des ateliers,
- VU le rapport du 7 septembre 1998 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 9 octobre 1998,

CONSIDÉRANT que l'adjonction d'un atelier pilote de fabrication d'un matériau composite constitue une activité soumise à déclaration visée à la nomenclature des installations classées,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions d'implantation et d'exploitation des installations susvisées, visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de compléter et de renforcer ainsi que de mettre à jour les prescriptions édictées par les actes administratifs antérieurs, en particulier les prescriptions d'autocontrôle et de surveillance,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur la demande,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

I. GÉNÉRALITÉS

Article 1 : CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions suivantes complètent ou modifient les prescriptions de l'arrêté du 20 juillet 1993 réglementant les installations de la société ACHESON sur son site situé rue Georges Besse à 67150 ERSTEIN en vue de l'autorisation d'exploiter un atelier pilote de fabrication d'un matériau composite et de modifier les normes de rejet et de surveillance de l'établissement.

Article 2 : RUBRIQUES VISÉES

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993 est remplacé par le tableau suivant :

DÉSIGNATION DE L'ACTIVITÉ	RUBRIQUE	RÉGIME	QUANTITÉ	UNITÉ
Broyage, concassage, criblage et opérations analogues de produits minéraux artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	2515-1	A	960	kW
Emploi ou stockage de solides facilement inflammables lorsque la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 1 t	1450-2b	A	1 100	kg
Procédés de chauffage utilisant comme fluides caloporteurs des corps organiques combustibles. La température d'utilisation étant supérieure au point d'éclair des fluides. La quantité de fluide présente dans l'installation mesurée à 25°C étant supérieure à 100 l mais inférieure à 1 000 l	2915-1b	D	400	l
Dépôt de liquides inflammables de la 1ère catégorie. Dépôt aérien représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³, mais inférieure ou égale à 100 m³.	1430	D	30	m³
Emploi ou stockage de substances et préparations solides, toxiques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 5 tonnes mais inférieure à 50 tonnes	1131-1c	D	6	t
Fonderie de métaux et alliages non ferreux. La capacité de production étant supérieure à 100 kg/j	2552-2	D	1500	kg/j

Article 3 - CONDITIONS DE REJET DES EFFLUENTS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

L'article 23.6 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993 est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

6. Eaux industrielles et eaux polluées

Les eaux industrielles en sortie de la station d'épuration interne seront rejetées dans le réseau de la collectivité d'ERSTEIN.

Les normes de rejet ci-après ne devront pas être dépassées :

- Débit de l'effluent inférieur à 16 m³/jour (2 m³/h maximum)
- pH compris entre 6 et 8,5

PARAMETRES	Norme de mesure	Concentration moyenne en mg/l	Flux journalier en kg/j
DCO	NFT 90 101	2 000	32
MEST	NFT 90 105	250	4
Fer	NFT 90 112	10	0,16
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	5	0,08

Article 4 - EAUX SOUTERRAINES

L'article 24 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 24 : Prévention de la pollution des eaux souterraines :

La surveillance des eaux souterraines sera assurée conformément à l'étude de vulnérabilité établie par la société GEOFOR dans ses rapports du 11 septembre 1992 et 16 mars 1993.

La qualité des eaux souterraines en aval des installations sera contrôlée annuellement, les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- pH, conductivité, COT et hydrocarbures totaux.

Article 5 - CONTRÔLES

Les articles 37 et 40 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 37 : Contrôle des rejets d'eaux résiduaires

Les ouvrages de rejet d'eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets. Les échantillons seront prélevés proportionnellement au débit.

L'inspecteur des installations classées pourra procéder de façon inopinée ou non, à des prélèvements dans les effluents et dans les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant.

L'exploitant réalisera les déterminations suivantes aux fréquences indiquées :

Paramètres	Fréquences
Volume journalier	continu
pH	continu
MEST	hebdomadaire
DCO	hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	hebdomadaire
Fer	mensuel

Article 40 : Contrôle de la qualité des eaux souterraines

L'exploitant fera réaliser annuellement des prélèvements, sur le piézomètre en aval hydraulique de son établissement et dans le but de contrôler les paramètres visés à l'article 24.

Une modification des paramètres d'analyses et leur fréquence pourra être demandée en fonction des résultats obtenus.

Article 5 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Le titre III de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993 est complété par les articles suivants :

POSTE DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Le poste de charge d'accumulateurs sera très largement ventilé par la partie supérieure pour éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans les locaux.

La zone où sont effectuées ces opérations sera délimitée avec précision et éloignée de toute matière combustible.

Le sol de ces zones sera imperméable et adapté aux produits éventuellement répandus.

ATELIER DE FABRICATION DE MATÉRIAU COMPOSITE

Toutes dispositions seront prises pour éviter la présence d'eau dans l'atelier de fonderie pouvant entraîner un risque d'explosion.

Les effluents atmosphériques générés lors de l'application du matériau composite ne devront pas contenir plus de 5 mg/Nm³ de poussières lors de leur rejet.

Article 6 : DIVERS

PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie d'ERSTEIN et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société ACHESON.

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le Maire d'ERSTEIN

les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société ACHESON.

A Strasbourg, le 2 NOV. 1998

le PRÉFET

P. le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint
chargé de l'arrondissement chef-lieu

SIGNÉ :

Alain SAFFAR

Délai et voie de recours (article 14 de la loi du 19 juillet 1976 précitée) : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour ampliation
P. le Secrétaire Général
L'Adjoint Administratif
Marie-Laure BUSSINGER

